

jeudi 1 octobre

LE LOT EN ACTION

N°1

1€50

Société Ecologie Citoyenneté

bimensuel d'information tél : 05 65 11 20 38 06 74 09 07 70 24 avenue Louis Mazet 46500 Gramat

www.lelotenaction.org

contact@lelotenaction.org

redaction@lelotenaction.org

GESTION DU TERRITOIRE

Y a-t-il un pilote
dans l'avion ?



**Parc
Naturel
ou parc
d'attrac-
tion?**

Décollage du pro-
jet ...



dossier :
la discrimination
territoriale



Lait :

les vraies rai-
sons de la crise

Le Lot en Action, le site en premier lieu et maintenant le journal, ont été créés en réaction à l'incroyable hold-up réalisé par l'intelligentsia financière qui mène désormais ce monde à sa perte. Il y a plus de dix ans, lors de la création de l'Accord Général sur le Commerce et les Services (AGCS) par l'Organisation Mondiale du Commerce, lorsque Attac dénonçait la fin annoncée des services publics, peu de monde comprenait vraiment les enjeux. Aujourd'hui nous perdons nos transports publics, les hôpitaux ferment, la poste est menacée et l'étape suivante vise directement l'éducation nationale : en premier lieu l'annonce de la fin de l'école maternelle (que beaucoup de pays européens nous enviaient), remplacée par des « jardins d'éveil », qui seront payants. Puis au-

jourd'hui cette nouvelle loi, votée à l'assemblée nationale, qui obligera les communes à payer la scolarité des enfants qui seront inscrits par leurs parents dans une école privée... le pillage continue et nous assistons à la casse des acquis sociaux, une dérive sécuritaire alarmante et à la paupérisation des exclus, voire même des salariés. Est-il besoin d'expliquer plus avant les raisons de la création du Lot en Action Mag ? Nous souhaitons informer, susciter le débat citoyen, interpeler nos élus et combattre ce que beaucoup trop de monde considère comme inéluctable. Les luttes couronnées de succès, à l'image de celle de la gare d'Assier, puis de celles de Gourdon et Souillac sont exemplaires et doivent être dupliquées. Les citoyens du Lot ne sont ni apathiques ni aphasiques et il se passe énormément de choses sur notre territoire. Dans les quelques jours qui viennent deux rencontres importantes vont se dérouler, à Montcléra et à Assier - St Simon. Le département du Lot a été choisi par Sarkozy pour être « Le laboratoire », son département pilote pour l'application de la réforme de l'état et de la loi qu'il appelle de ses vœux : Organisation des Services de l'Etat (OSE).

Osons nous informer, osons nous impliquer dans les débats citoyens, osons contester, osons ne pas baisser la tête.

Bluboux

Le lot en action siège social
24 avenue Louis Mazet 46300 Gramat
Tel 05 65 11 20 38
ISSN en cours
directeur de la publication : Christophe Schimmel
directeur de la rédaction : Gilles Pradelle
rédacteur en chef : Laurent Cougnoux
imprimé par nos soins en collaboration
avec la bibliothèque
" le droit à la paresse "
68 rue St James
46000 Cahors

Le retour de Vichy : la police met en place un centre pour recevoir les délations par internet

nous aimons bien la délation en France, que ce soit aux services fiscaux, à la sécu, à la police. Alors quand cette adresse mail va être affichée sur tous les commissariats de l'Essonne, il y a fort à parier que la boîte mail va se remplir et que la méthode sera appliquée dans tous les départements. Pour ma part, je

vais m'empresser de l'inonder de mail, dénonçant les magouilles de Sarko, de l'affaire de Karachi à celle des fausses factures. Mais je ne vous y engage pas, non, pas plus que je ne vous la donne :

police-ddsp91@interieur.gouv.fr

Une dépêche AFP de ce matin nous informe que la police de l'Essonne vient de créer une adresse mail destinée à recevoir "témoignages, photos et vidéos" rendant compte de délits. Sic !

"Cette boîte aux lettres électronique a pour but de mieux répondre aux attentes de la population notamment en ce qui concerne les délits troublant la tranquillité des habitants comme par exemple l'occupation des halls d'immeuble, les ivresses sur la voie publique, ou les rodéos de motos", selon la DDSP..

...Devançant spontanément d'éventuelles critiques, M. Borel-Garin a ajouté que "la police ne traite pas la délation, elle agit dans un cadre légal, nous faisons des enquêtes"..."

Et bien voici un cran de plus à ajouter dans les 12 étapes de la dictature constitutionnelle.

Relents nauséabonds... Sous Vichy on dénonçait les juifs. Il faut dire que



Une tribune sur la Culture ! Un pari.

La culture : Vaste sujet de débat, de polémique, de contradiction, d'échange, d'enrichissement, d'éveil....Elle est un des piliers de la ligne éditoriale du Lot en Action Mag. La rédaction, ne souhaitant pas faire de ses lecteurs des consommateurs passifs de culture, a donc décidé de faire de cette page un espace d'expression ouvert aux acteurs culturels ou non. Vous trouverez donc, ci-dessous, une tribune ouverte dont l'ambition est de provoquer (le joli mot!) des débats, des échanges de points de vue (relayés sur le site), et de jeter des passerelles entre les différents acteurs du département, ou d'ailleurs, qui souvent ne se connaissent pas. Cette page est la vôtre, nous vous invitons à vous l'approprier...A vos claviers!

La culture.

C'est l'ensemble des connaissances que nous devrions tous avoir et pouvoir transmettre à nos enfants afin qu'ils puissent faire le meilleur choix de vie, professionnelle ou personnelle.

La culture, c'est savoir d'où on vient, c'est comprendre et respecter les origines et les usages de notre famille.

C'est connaître les traditions de notre pays ou région d'origine.

La culture c'est d'abord se connaître soi même avant de découvrir les autres et le monde.

Puissent les parents et les éducateurs avoir les moyens de favoriser ces acquisitions.

Tout commence à l'école. J'avais 11 ou 12 ans, (dans ce collège, nous étions pour la plupart des enfants de milieu modeste et chez nous, la radio diffusait plutôt des chansons populaires, de la publicité et des jeux que de la musique classique et de la littérature)

J'étais en classe de 6ème, à Amiens; un professeur de musique, (oui il y en avait encore à l'époque au collège), alluma un tourne disques et nous fit écouter une symphonie de Beethoven. Dans la classe, pas un bruit, pas un chahut.

Depuis ce jour, j'aime la musique classique.

Ceux qui ont eu la chance d'avoir des professeurs attachés à la poésie et à la littérature ont eu le même plaisir et sont devenus des lecteurs sensibles et des hommes à l'esprit ouvert.

L'éducation artistique est aujourd'hui menacée, voire supprimée.

La culture, c'est avoir les armes pour cesser de regarder certaines émissions nullissimes, qui ne sont que de mauvaises pommades fabriquées en haut lieu pour adoucir notre quotidien.

La culture, c'est avoir envie de regarder Arte, ou Mezzo.

La culture doit être offerte à tous.

Les musées, les théâtres, les cinémas d'art et d'essai, les salles de concert et d'opéra doivent être accessibles à tous les budgets.

Chaque famille doit avoir les moyens d'aller au spectacle régulier.

lièrement. Comme elle doit pouvoir dans toutes les communes envoyer ses enfants prendre des cours de musique ou de théâtre pour un coût symbolique. Toutes les disciplines artistiques sont utiles. Qu'elles soient observées ou pratiquées, elles peuvent être thérapie, découverte, ouverture, délasserment, distraction, consolation, émotion.

Il faut que les artistes et leurs œuvres soient présents dans la ville.

Que leurs sculptures soient dans les rues, leurs tableaux sur les panneaux électroniques et dans les parkings. Que des troupes permanentes de comédiens s'installent dans les théâtres, que les orchestres jouent dans les jardins publics.

Chacun sortira alors de chez lui et rencontrera l'autre, échangera, progressera.

L'art crée la vie, la vie amène la vie.

Il faut pour cela une volonté politique. Rien, à l'heure actuelle, n'est fait pour décentraliser réellement.

Nous avons régressé depuis le théâtre populaire de Jean Vilar.

Aujourd'hui, tout se passe à Paris ou dans les Métropoles régionales.

Jack Lang et ses coups médiatiques ont fait école.

Tout pour la frime, rien pour le pays profond.

Les villes moyennes doivent se contenter des tournées. Quant aux petites communes, ne cherchez pas, il n'y a rien.

Les créateurs qui ont choisi de

vivre en région survivent à peine et sont rarement mis à contribution.

tion.

Les arbitrages budgétaires et les moyens alloués aux créateurs sont le fait d'employés qui reconduisent les subventions aux mêmes compagnies d'année en année et sont peu sujets à la curiosité et la découverte.

Ce constat n'est pas très gai, mais il reflète la réalité.

Rien n'est fait pour que les hommes se rencontrent, bien au contraire.

Le vœu d'un révolutionnaire de 1789 n'a toujours pas été exaucé : " Réunissez les hommes, vous les rendrez meilleurs" disait-il !

Notre société fait tout le contraire.

Internet est un merveilleux moyen de découvertes et de communication, mais c'est aussi l'isolement et le repli sur soi .

Il faudrait organiser des soirées où l'on verrait ensemble des courts métrages ou des musiciens débutants qui s'expriment sur la toile.

Cette réflexion me conduit à évoquer la loi Hadopi.

Je ne partage pas l'opinion de Pierre Arditi, de Juliette Gréco ou de Michel Piccoli.

La loi qu'ils ont soutenue va sanctionner les internautes qui téléchargeront illégalement.

Il faut prélever les sommes destinées aux auteurs sur les forfaits que chacun verse aux fournisseurs d'accès.

Ces sommes sont colossales, les profits réalisés par Orange, Sfr, Bouygues ou autres marchands sont considérables.

Que ceux ci versent quelques euros par abonné aux sociétés de droits d'auteur et tout sera en ordre.

Laissons les fenêtres ouvertes, ouvrons les portes des immeubles, allumons les lampions sur les places, installons les artistes à tous les coins de rue et laissons entrer les mots, les films et les chansons librement dans les coeurs.

Jean Claude Caron

24 septembre 2009



Honduras : le putsch ignoré des médias

Cela fait maintenant trois mois que nous avons assisté au putsch du Honduras, dans l'indifférence la plus totale : aucune réaction d'indignation des gouvernements européens, aucune couverture médiatique.

Or en lisant le journal Le Monde du 22 septembre, j'ai failli m'étouffer en lisant le titre suivant :

« Au Honduras, le retour clandestin du président déchu ravive les tensions ». Non seulement les journaux n'ont pas fait leur boulot il y a trois mois, mais aujourd'hui ils font de la propagande pour les putschistes téléguidés par les Etats-Unis ! Le Monde en plus !

Ce titre laisse entendre que les tensions s'étaient atténuées, ce qui est entièrement faux. Depuis le renversement et l'expulsion du président Manuel Zelaya, le 28 juin dernier, le Front national de résistance mène, sans faiblir, de puissantes manifestations populaires et jamais la répression n'a été aussi violente.

Les enlèvements et les meurtres politiques, menés par des policiers en civil se multiplient, et de tout cela pas un seul mot dans la presse française...

Alors il me semble nécessaire d'apporter ici un éclairage sur ce qui se passe au Honduras, parce qu'à l'heure où l'Europe s'enfonce de plus en plus radicalement dans le libéralisme le plus sauvage, ce qui se passe en Amérique latine dérange, et je reste persuadé que les événements politiques et sociaux qui s'y déroulent en ce moment préfigurent l'après libéralisme.

Le président Zelaya a été élu en 2005. C'était un libéral, grand propriétaire foncier, et il doit son élection à un programme qui n'a pas grand chose de social. Le Honduras est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine et le taux de criminalité est l'un des plus fort du continent. Zelaya mise sur la sécurité et s'attaque aux gangs. Mais rien n'y fait et l'opposition affaiblit Zelaya. Ce dernier, constatant que la criminalité ne diminue pas, change radicalement de stratégie en misant sur le social : augmentation de 60% du salaire minimum, gratuité scolaire. Un tremblement de terre dans la vie politique du Honduras. Et Zelaya ne s'arrête pas là ! Il renvoie le FMI dans ses cordes en refusant la privatisation

des entreprises nationales des télécom et de l'électricité. Dans le même temps il se rapproche de Chavez et passe des accords afin d'assumer l'indépendance énergétique de son pays, en échangeant le pétrole contre des produits agricoles !



C'est à partir de ce moment là que Zelaya est devenu vraiment très, très gênant pour les Etats-Unis : un libéral qui se converti au social, envoie paître le FMI, la Banque Mondiale et les compagnies pétrolières

Texaco, Exxon et Shell.

En connaissant ces événements, on comprend un petit peu mieux qu'un putsch militaire ait eu lieu dans l'indifférence des états libéraux... et des médias...Après deux tentatives manquées en juillet de revenir au pays, Zelaya, le président légitime a réussi à rentrer clandestinement et s'est réfugié dans l'enceinte de l'ambassade du Brésil au Honduras, après négociation et accord du président Luiz

Inacio Lula da Silva. Il n'y a pas que le « gênant » Chavez qui soutient Zelaya ! Et là, ça commence à faire désordre. L'ambassade du Brésil est cernée par les forces de l'ordre, l'eau, l'électricité



et le téléphone ont été coupés. Les milliers de manifestants venus soutenir Zelaya ont été violemment repoussés, dispersés et des milliers d'arrestations ont eu lieu. Un représentant officiel de l'Organisation des États Américains (OEA) devait venir le 22 septembre mais l'armée a fermé les aéroports...

Malgré le couvre-feu la résistance populaire ne fléchit pas. Voilà ce qu'il faut savoir sur le Honduras que les médias ne vous disent pas.

France

Le nouveau système judiciaire français

Après la suppression des juges d'instruction, qui n'est que l'élément le plus visible de l'iceberg, il devient indispensable de faire le point pour comprendre quelle est la nouvelle donne en matière de justice. Le pouvoir des procureurs ne cesse d'augmenter depuis une vingtaine d'années, et le coup de grâce porté au juges d'instruction par le rapport Léger n'est que l'ultime étape d'une réforme profonde de notre système judiciaire. Car la différence essentielle entre un juge et un procureur est que ce dernier est un magistrat "fonctionnaire", nommé par le pouvoir qui n'a eu de cesse de le tenir en raccourcissant les rennes... Un procureur a des pouvoirs énormes puisqu'il peut déclencher ou ne pas déclencher des poursuites, mener l'enquête et décider d'une peine, ou choisir si une personne mise en cause doit être jugée au sein d'un tribunal. Et quand un procureur mène une enquête, s'il décide de ne pas voir un élément qui vous crève les yeux, il peut le faire... Autrement dit, si le pouvoir est gêné par un justiciable, il peut engager une procédure à son égard et faire mener une enquête à charge totalement subjective.

Vous trouverez sur le site www.lelotenaction.org plusieurs articles, dont beaucoup ont été extraits du dossier, sur la justice, publié par le journal Le "nouvel économiste".

- Suppression du juge d'instruction : et le pouvoir pourra étouffer toutes les affaires gênantes. Plume de presse
- Les nouveaux proconsuls. Le nouvel économiste
- Des procureurs plus ou moins indépendants à travers le monde. Le nouvel économiste
- Avis d'experts : Faut-il supprimer tout lien hiérarchique entre les procureurs et le ministère de la Justice ? Le nouvel économiste
- Justice sans instructions. Le nouvel économiste

La discrimination territoriale

Fermetures d'hôpitaux et de maternités, suppression des dessertes locales, de gares, voire de lignes entières SNCF, de bureaux de Poste, d'écoles, de gendarmeries et la liste n'est pas exhaustive.

Quel avenir pour notre région ? Comment va-t-on vivre dans le Lot d'ici quelques années si nous restons silencieux face à cette volonté de voir la vie, le service public et l'avenir uniquement au travers des filtres de la rentabilité et des préceptes du libéralisme ?

Le choix du dossier dans ce premier numéro du Lot en Action magazine s'est imposé naturellement : en tant que citoyens, nous sommes révoltés par les choix criminels de ce gouvernement à la botte des intérêts des quelques

éclairés de façon incontestable les engagements qui ont été signés par les différents gouvernements dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce et les Services (AGCS). Cela remonte à 1994 avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce, un accord multilatéral de libéralisation des échanges de services. Pour ne pas verser dans la technique et les acronymes barbares, je simplifierai en vous parlant de « concurrence libre et non faussée ». Cela vous rappelle-t-il quelque chose ? Que ce soit le RPR, puis le PS et enfin l'UMP, tous nous ont menti. Tous savaient que ces accords signaient la fin des services publics en France.

Aujourd'hui nous "devons" respecter les directives européennes qui découlent de ces accords : ouverture et libéralisation des marchés. Plus simplement, partout où des intérêts privés peuvent réaliser des bénéfices pour le compte d'actionnaires, l'état doit ouvrir les marchés. Trans-

port, hôpitaux, éducation, santé, distribution du courrier. Pas un seul secteur ne va y échapper. Et quand un secteur n'est vraiment pas rentable, et bien il restera à la charge du contribuable. Mais bien au-delà de certaines décisions qui auront

des conséquences lourdes et longues à réparer (quand cela sera possible), ce qui me semble le plus dangereux, c'est la résignation de beaucoup de citoyens, qui pensent que l'on ne peut plus rien faire, que c'est devenu inéluctable.

Les luttes comme celles de "Tous ensemble pour les gares" ou du "Comité de défense de la gare d'Assier" sont exemplaires : pour les résultats obtenus, certes, mais surtout pour ce

qu'elles sont : des luttes simples de citoyens et d'élus, non violentes mais fortement déterminées, animées par la volonté de combattre l'injustice. Ces luttes, rien ni personne ne peut les arrêter. C'est bien pour cela qu'elles gênent profondément le gouvernement en place. Le 3 octobre un référendum national est organisé pour se prononcer sur la privatisation de la Poste Allez-y nombreux. Ne les laissons pas faire.

Transports : Dans le Lot nous avons été sensibilisés à cette privatisation qui ne prononce pas son nom, par le biais du combat de "Tous ensemble pour les gares", luttant contre les quinze suppressions d'arrêts de train dans les gares de Souillac et de Gourdon, décidés unilatéralement par la SNCF (voir l'article Tous ensemble pour les Gares dans ce dossier).

Mais au-delà de cette lutte citoyenne exemplaire, qui unit citoyens, cheminots, élus, et s'inscrit dans la durée, il y a une réalité implacable : la ligne Paris-Limoge-Toulouse (PALITO) n'existera plus !

Explications : l'ouverture des sacro-saints marchés impose l'ouverture à la concurrence libre et non faussée. A ce stade, des réunions entre gens de bonne compagnie s'organisent, et il apparaît rapidement que la portion Paris - Orléans intéresse tout le monde. Bien ! Jusqu'à Limoges il y a encore plusieurs opérateurs qui restent sur les rangs. Bon. Jusqu'à Brive, très difficile, mais on trouve encore au moins deux opérateurs. Après Brive, là ça se complique : plus personne ne veut assumer ce qui n'est pas rentable.

Mais alors que va-t-on faire ? La réponse est simple, on supprime. La région prendra en charge ce qui n'est pas rentable, donc TER entre Brive et Montauban. Ce qui veut dire plus de train direct avec Paris pour toutes les dessertes entre Brive et Montauban.

Si la Région ne peut plus assumer, on supprimera les trains pour y mettre des cars. C'est ce qui se passe avec Rodez qui n'a plus de ligne directe pour la capitale. (A ce sujet, le Comité de Défense de la Gare d'Assier, qui a également mené une lutte acharnée dans un passé proche, nous informe que la lutte pour défendre la ligne Brive - Rodez va reprendre dès le mois d'octobre. Nous suivrons cette actu avec la plus grande attention).

Consultation nationale sur la privatisation de La Poste
le samedi 3 octobre 2009



Votation citoyenne dans tout le pays
Mairies, bureaux de poste, marchés...

C'est à nous de CHOISIR!

Consultation nationale organisée à l'initiative du comité national contre la privatisation de la Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal.

« puissants » de ce monde. En tant qu'acteurs militants nous avons le devoir d'informer et de faciliter les liens nécessaires pour que tous, nous puissions décider de notre avenir et des moyens de lutter contre l'injustice. L'actualité aujourd'hui

La Poste : Vous aurez probablement remarqué à quel point le mot « privatisation » est tabou ; il n'est pas question de privatisation, mais d'ouverture du capital ! L'acheminement du courrier était un service public, c'est-à-dire un droit pour chaque citoyen, impliquant une continuité de ce service public, y compris territoriale. La libéralisation de ce marché a commencé il y a déjà plusieurs années, et vous avez le choix aujourd'hui d'envoyer votre courrier ou vos colis entre l'opérateur historique, La Poste, et des entreprises privées. C'est vrai si vous résidez à Toulouse, Montpellier, Paris... Mais si vous habitez en haut d'un pech du côté de Lunegarde, alors là c'est plus compliqué ! On a encore la Poste, me direz-vous ! Oui mais plus pour longtemps... parce que la Poste, devenant une entreprise privée, il va falloir devenir rentable. Alors on va fermer tous les bureaux de Poste qui ne servent à rien. Assumer une délégation de service public, qu'on se le dise une bonne fois pour toute, "ça ne sert à rien".

Certes il faudra quand même que cette « nouvelle entreprise La Poste » respecte un minimum ces délégations de services publics, alors on fera bonne figure, on gardera un bureau pour deux ou trois cantons... Que voulez-vous, le Lot en si peu peuplé... Si peu rentable...

Oh rassurez-vous, même si notre territoire est peu peuplé, la distribution du courrier continuera, mais probablement différemment : on regroupera les boîtes aux lettres à l'entrée des rues et des hameaux pour minimiser les coûts de distribution. Maintenant si vous êtes vieux, malade, que vous ayez des problèmes de mobilité, et bien allez habiter en ville, bon sang !

Avec la chute de l'activité économique sur le bassin de Decazeville dès le début des années 1980, les activités ferroviaires ont fortement diminué sur le Quart Nord est de la région Midi-Pyrénées. Cette orientation politique fut combattue par les cheminots aux côtés des mineurs. La culture de lutte des cheminots s'est renforcée pour préserver l'emploi sur les différents sites, renforcer la sécurité, tout en portant le développement des transports ferroviaires notamment voyageur. Le fret durement touché par ce nouveau contexte, a vu un changement stratégique de la SNCF, pour équilibrer ses comptes, en se recentrant déjà, sur les trafics les plus rémunérateurs et en abandonnant le trafic des wagons isolés en 1990. Ce sera l'occasion pour la SNCF de fermer au trafic marchandises la ligne reliant Cahors à Capdenac. La grève de 1995 sera un nouveau tournant. Après des années de suppressions de trafic et d'emplois, un nouvel espoir apparaissait. L'ébauche de la régionalisation des transports voyageurs, des investissements sur les matériels roulants venait concrétiser une volonté nouvelle. A cet élan, l'arrivée du 21^{ème} siècle ajouta l'objectif de doublement des trafics Fret d'ici 2010, la régionalisation avec le développement des TER. Malgré tout, les actions furent nombreuses pour l'obtention de moyens supplémentaires. Ainsi 26400 cheminots intégrèrent la SNCF sur 3 ans.

Le changement de Gouvernement en 2002 réoriente la SNCF vers une politique de marge et de concurrence priorisant les trafics les plus rentables, le Plan Véron (rationalisation du fret) sonne le glas pour le fret sur notre région, les trafics Grandes lignes sont tournés vers le TGV. La plupart des départements ne sont plus desservis par le fret, 14 gares sont fermées aux trafics wagons isolés, le triage de St Jory (le plus moderne d'Europe en 1980) est fermé, 40 000 tonnes seront transférées vers la route pour le seul département du Lot. Cependant, les élus, les usagers et les cheminots défendent le service public du Fret ferroviaire et un aménagement du territoire cohérent. Coté voyageur, la relation directe Rodez Figeac Paris est supprimée, le train de nuit Carmaux Villefranche Paris aussi. Mais, là aussi, les convergences dans les nombreuses luttes usagers cheminots permettent de gagner le maintien de services. Le Plan rail va permettre de renouveler une partie des infrastructures. Gagnant une véritable modernisation avec des relèvements de vitesse ! Aujourd'hui ces actions continuent avec la lutte sur le retour des arrêts à Gourdon et Souillac qui dure depuis 2 ans montrant la détermination des usagers et cheminots à défendre un service public de qualité. En donnant l'ensemble des moyens financiers au privé, ce que l'on refusait de donner à la SNCF, c'est plutôt une attaque contre l'entreprise publique.

Education nationale : Autre sujet brûlant pour un gouvernement. Et bien il en va de même en ce qui concerne ce secteur : nos têtes dirigeantes « bien pensantes » ont d'ores et déjà planifié la disparition des écoles maternelles qui seront remplacées par des « jardins d'éveil ». Payants, bien sûr...

Le ministère, pressé de réaliser des économies, supprime des postes partout (écoles primaires, collèges, lycées) et de plus en plus de parents (les plus aisés), lassés de voir leurs enfants dans des classes de 35, voire 37 élèves, les inscrivent l'année suivante dans une école privée.

Militants de l'association Attac, à la fin des années 90, nous informions les gens sur les marchés et les réunions publiques des conséquences qu'allait avoir l'AGCS, cette réforme sur nos services publics, sur nos vies, peu nombreux étaient ceux qui nous prenaient au sérieux. Une dizaine d'années plus tard c'est devenu une réalité, même une évidence.

Santé : Il y a eu la fermeture de la maternité à Gourdon, puis plus récemment celle de Figeac. L'hôpital de Gourdon ne garde qu'un service de jour et un service de gériatrie (les urgences pour combien de temps encore ?), les hôpitaux ferment tous. Nous ne garderons que celui de Cahors, surpeuplé et mal équipé. On nous y transportera donc pour y être opéré, puis l'on nous rapatriera à Gourdon ou Figeac pour faire de la place à Cahors qui sera plein comme un oeuf.

Là encore la logique de la privatisation s'applique inexorablement : on donne de l'argent public aux cliniques privées tout en devant assumer les coûts de fonctionnement des hôpitaux. Or le secteur de la santé étant très courtisé par les intérêts privés, il devient logique dans cette vision libérale, de privatiser au maximum ce secteur puisqu'il y a beaucoup d'argent à gagner. L'écueil était constitué par le fait que les français ont toujours été très attachés à leur système de santé. On a donc volontairement laissé filer le déficit de la sécurité sociale, en n'imputant pas au budget de cette dernière les recettes qui y étaient affectées (taxes sur les alcools et le tabac, en exonérant les charges sociales de grosses entreprises françaises et étrangères, etc.).

Deux avantages avec cette politique, le premier étant de faire des coupes sombres dans le budget de fonctionnement des hôpitaux (personnel, matériel, entretien des infrastructures, équipement), diminuant ainsi la qualité du service rendu aux usagers. Plus facile après cela de fermer les structures (hôpitaux, maternités), laissant la place au secteur privé qui, au passage, empochera encore davantage de fonds publics. Le second étant de faire payer l'utilisateur, celui qui n'a pas les moyens d'avoir une bonne mutuelle, en remboursant de moins en moins les médicaments, les frais d'hospitalisation et en obligeant les assurés sociaux, s'ils doivent se faire opérer, à aller dans l'hôpital dont dépend leur domicile (sous peine d'être moins remboursé par la sécurité sociale).

Pour mémoire la SNCF transportait 55 milliards de tonnes kilomètres en 2000 avec un déficit de 85 millions d'euros. Aujourd'hui après tous les plans du gouvernement, elle transporte 27 milliards de tonnes kilomètres et environ 600 millions d'euros de déficit. Chacun pourra ainsi juger de l'efficacité de la politique menée. Un exemple significatif, dans le cadre du Plan rail la très grande majorité des approvisionnements sont réalisés par le transport routier. Pour La réfection de Capdenac Tessonnières et de Capdenac Brive c'est plus de 120 000 tonnes qui seront acheminées par la route. Les luttes s'organisent pour changer ces orientations. La perspective de fermeture définitive de la ligne Capdenac Cahors tirerait un trait sur plus de 100 ans d'histoire. De plus, la grille horaire du TER ne correspond pas aux besoins des populations Tous ensembles usagers cheminots poursuivons nos luttes en participant nombreux **le 23 octobre à Figeac salle Roger Laval à 18 heures, pour gagner un service public de qualité.**

Dominique E



Tous ensemble pour les gares : 1er dimanche après l'appel d'Agen

Il était important ce dimanche pluvieux. Essentiel même. Ils étaient près de 130 à manifester à Gourdon et 70 à Souillac pour que le TEOZ s'arrête. Déjà 9 arrêts récupérés. Le combat continue pour le 10ème.

Que s'est-il passé à Agen mercredi dernier ? Près de 250 personnes sont venues manifester leur soutien aux prévenus, dont de nombreux élus, le Maire de Cahors, les Maires de Gourdon et de Souillac, des conseillers généraux (Jean Milhaud) et régionaux (Charles Marziani, vice-président de la Région, en charge du dossier transport).

Petit retour sur les faits

Cela fait plus de deux ans que ce collectif se bat pour forcer la SNCF à assumer ses devoirs en matière de service public et à respecter les termes de la convention signée avec la Région. 15 arrêts de train supprimés, c'est la conséquence directe de la privatisation et du désengagement de l'état. La ligne Paris Toulouse n'existera plus en tant que telle, ce sera Paris Brive. Après, ce sont les Conseils Généraux et les Régions qui vont gérer. Donc TER si les budgets sont votés et reconduits. 15 arrêts de trains supprimés, c'est l'impossibilité pour les étudiants et les usagers réguliers de se rendre à Toulouse depuis Souillac, Gourdon, Sarlat et de rentrer chez eux, que ce soit quotidiennement ou de façon hebdomadaire. C'est l'isolement du nord du département, C'EST DE LA DISCRIMINATION TERRITORIALE.

Alors, depuis deux ans ils se sont réunis tous les dimanches pour forcer les trains à s'arrêter. Cela rappelle le combat de la gare d'Assier. Et avec succès, puisque déjà neuf arrêts de train ont été récupérés depuis le début.

Devant la mobilisation, la pugnacité

des manifestants (deux ans de combat, c'est insupportable) et surtout l'impact médiatique fort populaire du mouvement (M6, TF1, FR2, FR3), la SNCF a tenté de casser le mouvement en portant plainte. Une dizaine de manifestants ont été appelés à comparaître au tribunal de Cahors en mars de cette année (11 personnes dont, il faut le rappeler, 5 élus).. Seulement pas de bol pour la SNCF, les faits relevés à l'encontre des prévenus étaient un tantinet "bidonnés" (le jour de l'infraction relevée, le train prévu devait s'arrêter à Gourdon puisque des billets avaient été vendus en gare en ce jour de grève des TER, comme l'attestent des copies de documents internes de la SNCF, documents que le procureur n'a pas voulu aller chercher...). Il y a donc eu relâche pour les prévenus !

Et là, la tournure de cette affaire prend une autre dimension. Ce jugement de Cahors devient une jurisprudence, donc nationale en ce qui concerne le droit de manifester. Comme il est dans les carnets prioritaires de ce gouvernement de casser le droit à manifester, d'une façon ou d'une autre (criminalisation des mouvements sociaux, dérive sécuritaire, voir dossiers)



ce n'est pas la SNCF qui fait appel de la décision du tribunal, mais le procureur... la place Beauvau !

Donc jeudi dernier, 17 septembre, avait lieu l'audience d'appel au tribunal d'Agen. Etait présente, il faut le souligner, en civil, une magistrate de Bobigny ayant bénéficié d'une promotion éclair de Rachida Dati. Et quand on connaît la charge de travail de ces pontes de la région parisienne, on peut se poser la question de la raison de cette présence discrète. A moins que ce ne soit pour bien marquer la volonté de ce gouvernement de casser cette décision de justice en rappelant aux jurés que la place Beauvau est très très très attentive à ce qui se déroule...

Et à ce titre, le réquisitoire du procureur d'Agen est révélateur puisqu'il déclare "peu me chaut" que le train eut dû s'arrêter, le fait que les prévenus soient descendus sur les voies constitue en soi l'infraction et requiert la même peine que celle infligée au vice-président Vignot, à savoir la non application d'une peine prononcée. En d'autres mots, un compromis à minima qui permet de ménager l'opinion publique très favorable au mouvement de "Tous ensemble pour les gares", de sanctionner une infraction et donc de "casser" la première décision de justice.

Les avocats de la défense ont fait de belles plaidoiries sur le droit de manifester et relever les abérations de ce dépôt de plainte, qui en matière de droit est complètement irrecevable (l'infraction relevée d'entrave à la circulation des trains n'étant pas constatée puisque la SNCF s'est un tantinet pris les pieds dans le tapis en vendant des billets pour Gourdon ce jour là, dans la mesure où il y avait grève et que le conducteur du train avait reçu pour consigne, sur sa feuille de route, de stopper en gare de Gourdon). A cet égard un des élus prévenu a déclaré,

lors de sa défense, qu'un des rôles des élus locaux est de s'occuper de l'aménagement de son territoire et qu'en conséquence ce n'est pas à la SNCF de décider unilatéralement (au surplus en ne respectant pas les accords signés) de la suppression de dessertes locales.

Il était donc important que ce dimanche 20 septembre soit mobilisateur. Et il

l'a été ! Rien n'arrêtera les citoyens quand ils sont mus par la motivation de se battre contre l'injustice, contre la félonie, contre l'atteinte aux droits des générations futures.

Mais il y a fort à parier que le jugement, qui a été mis en délibéré au 15 octobre, va donner toutes satisfactions à Sarkozy et "casser" cette jurisprudence qui dérange tant.

Les prévenus ont déclaré durant l'audience à Agen, que si le jugement qui sera rendu renforce l'interdiction de manifester légitimement, il se pourvoient en Cassation, et si nécessaire jusqu'à la Cour Européenne.

Nous ne sommes pas en Corse, non, mais bien dans le Lot. Souffrez en Messieurs les fossoyeurs !

Désarmer pour vivre en paix.

La flamme passe dans le Lot, par Robert Baud
C'est quoi cette flamme encore, et pour quoi faire?...
Bien sur, il y en a des célèbres... Celle venue de l'Antiquité, de l'Olympie pour saluer l'exploit des sportifs, et qui panache nos stades pour les Jeux Olympiques.

Mais celle dont je veux vous parler, c'est la FLAMME de commémoration de la ville d'HIROSHIMA et de la ville de NAGASAKI au JAPON.

IMAGINEZ VOUS, un seul instant.....

Que vos enfants, que votre famille, que votre entourage proche, que vos amis, que vos connaissances soient brûlés vifs, que votre village, que votre ville soit dévastés, irradiés, atomisés à tout jamais en quelques fractions de secondes



IMAGINEZ VOUS, VOUS, SOUS CE DÉLUGE DE FEU.

Comment peut on accepter cela, où est le raisonnement humain?...

Cela peu arriver encore, de nos jours, à tout instant, et à n'importe quel endroit de notre planète!...

Cette

FLAMME, c'est celle qui ne s'est jamais éteinte depuis ce 6 AOÛT 1945, c'est une FLAMME toujours vivante pour ne pas oublier ces morts là, pour ne pas oublier ce drame planétaire.

Cette FLAMME, c'est celle là même, qui fut prise dans le vif du foyer ardent de cette ville d'HIROSHIMA pendant ce funeste mois d'août 1945, funeste pour l' HUMANITÉ toute entière.

Cette flamme qui vient à votre rencontre et sera en FRANCE (du 7 au 12 NOVEMBRE 2009), dans son périple à travers le Monde est une émanation lointaine, de l'histoire dans l'histoire, mais bien présente dans nos âmes et nos consciences.

Cette FLAMME là, elle brûle et se consume avec notre désir d'en finir avec les armes nucléaires.

Nous sommes tous des HIBAKUSHA (des survivants), des symboles vivants contre les guerres et les armes atomiques à travers le MONDE.

Note : Depuis des années, les humanistes de toute la planète célèbrent le 2 octobre, date anniversaire de la naissance de Gandhi, pour dire non à la guerre avec force et enthousiasme, et affirmer toujours plus la foi dans la paix et la non-violence. Depuis, le 2 octobre a été déclaré "Journée Internationale de la Non violence", par l'ONU. Ce 2 octobre 2009 sera un jour tout particulier, puisque ce sera le départ, à Wellington, de la Marche Mondiale. Partout dans le monde, des évènements auront lieu, et d'immenses Signes de la Paix seront constitués afin de continuer d'affirmer ce projet de Paix et de Non violence. La flamme passera à Cahors le 12 novembre.



Le livre à lire ou à relire

La ferme des animaux de Georges Orwell.
(Collection Folio)

A mettre entre toutes les mains. C'est terriblement drôle, incisif et divertissant. Dans

George Orwell
La ferme des animaux



cette société animale qui ressemble étrangement à la nôtre aujourd'hui, : « Tous les animaux sont égaux, mais (il semble que cela ait été rajouté) il y en a qui le sont plus que d'autres. »

« Tout tient en un seul mot : l'homme.

Car l'homme est notre seul véritable ennemi. Qu'on le supprime, et voici extirpée la racine du mal. Plus à trimer sans relâche ! Plus de meurt-la-faim !

L'homme est la seule créature qui consomme sans produire. Il ne donne pas d'œufs, il est trop débile pour pousser la charrie, bien trop lent pour attraper un lapin. Pourtant le voici le suzerain de tous les animaux. Il distribue les tâches entre eux, mais ne leur donne en retour que la maigre pitance qui les maintient en vie. Puis il garde pour lui le surplus.

Qui laboure le sol ? Nous ! Qui le féconde ? Notre fumier ! Et pourtant pas un parmi nous qui n'ait que sa peau pour tout bien. »
Georges Orwell est l'auteur du prémonitoire « 1984 » :

«..... peinture d'un monde totalitaire, prophétique jusque dans les détails,les hélicoptères qui surveillent les gens la police de la pensée,la toute puissance de l'état.... » (Note de l'éditeur). A relire !

JCC

La cellule verte

habiter la Terre

Eco-habitat/éco-expertise/éco-développement

La cellule verte est un regroupement d'architectes, d'urbanistes, de paysagistes, d'ingénieurs et d'économistes décidés à explorer de nouvelles pistes de conception et de réalisation d'éco-habitats.

la cellule verte

ECOHABITAT / ARCHITECTURE / EXPERTISE

5, bis cité Aubry 75020 Paris
01 42 57 98 68 // 06 60 98 63 92
<http://www.lacelluleverte.com/>

les vraies raisons de la crise du lait

Les agriculteurs sont en colère et l'on est labréuvé d'images « choc », très pratiques pour faire de l'audimat ou vendre du papier. Mais quelles sont les vraies raisons de la crise du lait ? Le marché est aujourd'hui entre les mains d'une poignée de multinationales, les producteurs sont exsangues et le citoyen paye son lait toujours aussi cher. Quand on parle du Lot, on imagine plus facilement les causses, modelés par une agriculture ancestrale ovine. Mais c'est très vite oublier que le Lot ne se résume pas aux Causses. Du Ségala,



en passant par la Bouriane et le Quercy Blanc, une grande partie de notre territoire n'est pas composé d'un sol Karstique, et de nombreuses exploitations agricoles élèvent des bovins et produisent du lait. Certes les petites exploitations disparaissent, mais il demeure de nombreux exploitants qui sont touchés de plein fouet par la crise du lait.

Or sur le sujet, si la presse est assez prompte à diffuser des images spectaculaires d'agriculteurs déversant du lait dans la baie du Mont Saint-Michel ou bien encore, pour rester local, à Figeac ou Lacapelle, on ne trouve rien sur les vraies raisons de cette crise. Le prix auquel l'industrie laitière achète le lait au producteur a très fortement baissé, passant au-dessous du seuil du coût de production. C'est entendu, on a pu le lire un peu partout. Mais il convient de s'intéresser aux mécanismes qui fixent les prix.

Depuis 1994 l'Organisation Mondiale du Commerce, relayée par le Fond Monétaire International, pousse très fortement tous les pays à déréguler leur marché intérieur du lait. De gros pays exportateurs, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, inondent le marché mondial et si

l'on rajoute à cette situation des excédents énormes de production aux Etats-Unis et dans l'Union Européenne, on comprend assez facilement que les prix ont commencé à chuter. Comme pour beaucoup de denrées alimentaires, les cours mondiaux du lait sont maintenant quasiment fixés à la bourse de Chicago, et le marché étant mondialisé, les multinationales de l'industrie laitière peuvent manipuler les cours à leur aise. Ainsi la plus grande coopérative laitière aux USA, Dairy Farmer of America a été condamnée pour manipulation des prix à la bourse de Chicago, à payer une amende de 12 millions de dollars !... et fait actuellement l'objet d'une enquête antitrust !...

Nestlé a magnifiquement appliqué les préceptes du libéralisme en Indonésie pour le bien de ses actionnaires, précipitant dans la misère des milliers de familles : En janvier 2009, l'Union des Paysans Indonésiens (SPI) a demandé au gouvernement de protéger ses producteurs de lait de la faillite complète. La firme transnationale Nestlé, l'un des plus grands acheteurs de lait du pays, a commencé à baisser le prix du lait à la production alors que les produits laitiers étaient vendus à un prix exceptionnellement élevé aux consommateurs. Toute l'industrie laitière a suivi le mouvement. Ce fut le bouquet de 25 ans de dérégulation du secteur laitier national. En 1983, dans le cadre du FMI, le gouvernement a démantelé la législation qui forçait les firmes opérant en Indonésie à acheter un certain pourcentage de lait aux éleveurs locaux à côté du lait importé. En 2003, le gouvernement indonésien a été plus loin en réduisant les droits de douane de 5 à 0% sur le lait importé. Il en résulte aujourd'hui que 70% du lait consommé en

Indonésie est importé d'Australie et de Nouvelle Zélande. Les paysans qui subsistent encore se demandent s'ils vont pouvoir poursuivre leur activité.

Alors comment sortir de cette situation ? Nous sommes au cœur du problème du libéralisme et de la dérégulation des marchés. La suffisance alimentaire est un enjeu majeur qui doit échapper aux marchés et au capitalisme forcé.



FIGHT
to
Nestlé
monster

l'Union Européenne a géré en dépit du bon sens l'envolée des prix de 2007, relayée par les pouvoirs publics et les organisations syndicales (la FNSEA a de lourdes responsabilités dans la gestion des quotas laitiers, s'étant attachée à faire pisser la vache pour ramasser le beurre) aveuglées par la rentabilité à outrance de leur logique productiviste intensive, on ne peut qu'être stupéfait par les propositions avancées par le gouvernement : accorder des prêts aux agriculteurs ! Il faut une véritable politique européenne pour l'agriculture, qui s'affranchisse des lobbies agro-industriels et financiers, en refusant le dictat imposé via l'OMC :

•mettre fin à l'obligation par l'OMC d'importer au moins 5% de produits laitiers

•Interdire toute aide à l'exportation et autoriser chaque pays ou union à imposer des droits de douane pour protéger leur propre production laitière



duire des droits de douane pour protéger leur production laitière

•maintenir des normes élevées d'identité pour les produits laitiers afin de garantir l'intégrité de la définition du lait et empêcher le dumping de produits de substitution bas de gamme

•maintenir et développer dans toutes les régions laitières une production paysanne durable, basée sur des fourrages locaux

•maîtrise publique européenne de la production accompagnée d'une répartition équitable entre tous les producteurs, en utilisant l'outil « quota laitier » pour diminuer la production européenne en ne pénalisant pas les petits producteurs (l'Union Européenne a voté la suppression de tous les quotas laitiers d'ici à 2015)

•retrait d'une partie des stocks du marché

Ces politiques productivistes ont un coût énorme :

Social : au niveau européen disparition de nombreuses petites et moyennes exploitations agricoles au détriment de grosses structures productives, exploitant souvent elles-même un personnel devenu corvéable (là ou une vingtaine d'exploitations pourraient vivre, donc vingt familles, une seule grosse exploitation employant 5 ou six personnes sous-payées).

A travers le monde, les politiques d'aides aux exportations ruinent les producteurs locaux et renforcent la dépendance alimentaire des pays pauvres. Environnemental : ces méthodes de production font appel à l'utilisation d'intrants coûteux et devenus presque obligatoires, polluants, import d'aliments (souvent issus d'OGM), pour une production de qualité très inférieure qui alimente les marchés à l'exportation ou les circuits de distribution de produits de premier prix. Financiers : une petite poignée d'acteurs économiques se partagent désormais le marché. Quand les prix chutent de façon drastique pour les producteurs, rien ne se passe sur les prix du lait pour le consommateur. Des profits énormes sont réalisés et partagés entre ces acteurs et la grande distribution.

Parc Naturel ou parc d'attrac- tion ? Décollage du projet à l'aéro- drome de Figeac- Livernon

La presse quotidienne régionale vient d'annoncer aujourd'hui un projet de création d'un village aéronautique sur l'aérodrome de Figeac-Livernon. En plein Parc Naturel ! L'équipe du Lot en Action enquête déjà sur le sujet depuis quelques semaines et nous avons rencontré

plusieurs personnes inquiètes des conséquences de ce projet. Un village aéronautique c'est une trentaine de villas construites juste à côté de l'aérodrome, ce qui permet à quelques joyeux lurons de venir se poser avec leur(s) petit(s) jouet(s) à Durbans et d'aller jusqu'à leur résidence en rentrant l'avion dans leur garage ! C'est au

minimum trente avions qui décolleraient et atterrieraient, une ou plusieurs fois par jour, parce qu'il faut aller faire le marché à Sarlat, (en se posant à Domme, c'est très chic), puis aller au marché aux truffes à Lalbenque... De surcroît ils ont généralement beaucoup de copains, les gens capables de se payer ce genre de « chose »...

Bref on comprend aisément l'inquiétude des riverains. En plus de la voltige (plusieurs fois par an des meetings de voltige aérienne ont lieu à Durbans), ils risquent de se taper du matin au soir une nuée de bruyants petits coucous.

Nous avons été alertés de ce projet par un élu, inquiet, à qui le maire de Durbans a confié être plutôt contre. Ce dernier ne pouvant que difficilement s'opposer publiquement à ce programme immobilier

: le vendeur du terrain qui doit accueillir les constructions est un ancien conseiller municipal et 10 hectares de terres agricoles vendus au prix du terrain à bâtir... d'où l'intervention de cet élu auprès du Lot en Action. Ce projet amène forcément à se poser des questions puisqu'il va créer de nombreuses nuisances pour les riverains et faire diminuer sérieusement la valeur des biens situés dans les zones de décollage et atterrissage des avions.

Quel est l'intérêt public dans cette affaire ?



Un tel trafic entraînera forcément des besoins de mise à niveau de l'aérodrome. De quelle nature et qui va payer ?

Ce projet est mené par une entreprise hollandaise, et ces derniers n'ont pas vraiment la réputation de faire participer l'économie locale. Quelles seront les retombées pour les artisans locaux, les commerçants et l'emploi ?

Il y a malheureusement fort à parier que ce projet ne serve que quelques intérêts privés pour lesquels on sacrifiera la quiétude et le bien-être de nombreux habitants.

Si l'on ajoute à cela que cette initiative se situe au cœur du Parc Naturel Régional des Causses du

Quercy, il serait intéressant de connaître la position de ses dirigeants (nous allons nous y attacher).

Cette annonce faite dans la Dépêche semble bien être un petit caillou lancé dans la mare pour tester les éventuelles résistances locales. D'ailleurs l'article fait mention d'une pétition lancée contre ce programme, or l'élu local dont nous parlons ci-avant n'est pas au courant (?!...) « La création d'un collectif semble nécessaire pour lutter contre ce genre d'initiative désastreuse » selon l'élu. Le fait

Stockage propre de l'énergie

Stocker de l'énergie solaire et éolienne est un véritable défi technico-économique car ces énergies sont, par nature, diffuses, intermittentes et difficilement prévisibles. Quand le vent souffle fort, par exemple, les éoliennes produisent plus d'électricité que les habitants n'en ont besoin. Il faut donc stocker cet excédent énergétique et le restituer en l'absence de vent. Enairys PowerTech, une start-up en cours de création, a développé une méthode pour stocker et restituer l'énergie par air comprimé.

L'ingénieur et fondateur d'Enairys, Sylvain Lemofouet, a conçu avec son équipe une batterie qui ne contient pas de métaux lourds. Explications de Sylvain Lemofouet : « L'air, comme tous les gaz, est compressible. En d'autres termes, il peut prendre le volume qu'on lui impose. En l'obligeant à occuper un plus petit espace, sa pression augmente et crée un potentiel d'énergie comparable à l'élévation de l'eau dans un barrage hydroélectrique. »

Le stockage d'énergie par air comprimé n'est en soi pas nouveau mais cette technique n'a pour ainsi dire jamais été exploitée, du fait du faible rendement des machines à air existantes. En effet, l'air s'échauffe quand on le comprime et cette chaleur, une fois évacuée, gé-



nère des pertes importantes. La quantité d'énergie récupérée à la détente de l'air est faible par rapport à celle qui a été initialement stockée. On parle d'un rendement de l'ordre de 20 à 30 %.

La machine à air comprimé d'Enairys fonctionne non pas avec un piston mécanique mais grâce à un concept de compression et de détente d'air basé sur le principe du « piston liquide ». L'eau refroidit l'air pendant la phase de compression et le réchauffe pendant la phase de détente permettant de réduire les pertes thermiques au minimum et donc d'avoir un bien meilleur rendement. Dans le système d'Enairys, l'électricité est employée pour comprimer l'air en alimentant un moteur électrique couplé à un

Dernière minute :
28 septembre 2009. Le collectif est créé !
collectifnoaero@yahoo.fr
Christian Rossi : 05 65 40 46 59

compresseur hydropneumatique.

L'air est ensuite stocké dans des bonbonnes, reliées les unes aux autres. Lorsqu'il y a une demande en électricité, l'air comprimé est utilisé pour faire tourner la même machine hydropneumatique et entraîne la machine électrique qui fonctionne alors en alternateur pour reproduire du courant. « Le rendement énergétique de notre système est de l'ordre de 60-65 % et s'approche ainsi du rendement des batteries au plomb qui est de 70 % », souligne Sylvain Lemofouet.

Le grand avantage d'un tel système est qu'il est écologique et économique. Aujourd'hui, le stockage de l'énergie solaire ou éolienne se fait par des batteries d'accumulateurs électrochimiques. Celles-ci contiennent des métaux lourds qui sont polluants. En outre, leur durée de vie n'est que de quelques années. « Sur le long terme, notre système est moins coûteux », précise l'ingénieur. « Nous visons également le marché de la production d'air comprimé à haute pression et à plus long terme celui des voitures urbaines à air comprimé », souligne Sylvain Lemofouet.

Le groupe énergétique EnBW (numéro 3 allemand) a également développé une solution pour résoudre le principal problème posé par l'exploitation de l'énergie éolienne : son stockage. Des améliorations techniques récentes devraient permettre la mise en service d'une centrale de stockage par air comprimé, unique en son genre, d'ici 2011/2012 dans le nord de l'Allemagne. Un rendement de 70 % est attendu pour cette installation d'une nouvelle génération, soit une nette progression par rapport à la génération actuelle (rendement de 40 %). L'entreprise est aujourd'hui à la recherche d'un site approprié et bénéficie dans son action du soutien du Land de Basse-Saxe.

La grande majorité des projets éoliens allemands qui verront le jour dans les années à venir sont des projets "off-shore" : les machines exploiteront le gisement éolien de la mer Baltique et de la mer du Nord, à une grande distance

J'EMMERDE
LA TAXE
CARBONE!!!



des centres industriels allemands fortement consommateurs d'électricité. Cette situation rend nécessaire le développement important du réseau électrique : une étude de l'agence allemande de l'énergie (dena) évaluée à 800 km le besoin en nouvelles lignes

électriques d'ici 2015. Selon les experts, il est peu probable que cet objectif soit réalisé dans les temps. D'où l'intérêt de projets tels que celui mené par EnBW.

Les centrales de stockage de l'énergie par air comprimé sont capables d'emmagasiner temporairement l'énergie sous forme d'air comprimé par injection, dans des réservoirs souterrains de formations géologiques diverses (sel, roche, aquifère).

L'énergie est restituée lors des périodes de forte ou moyenne demande. L'innovation technique du projet de EnBW consiste à récupérer la chaleur résultant de la compression de l'air en vue d'améliorer le rendement de l'installation : "le compresseur n'est pas refroidi et la chaleur de l'air comprimé est stockée dans un accumulateur de

chaleur", explique le directeur de projet Joachim Manns. Plus précisément, l'air comprimé, chaud, est conduit vers le récupérateur, où il cède sa chaleur avant d'être temporairement stocké à faible température dans une caverne souterraine. Plus tard, l'air froid stocké est réchauffé vers le récupérateur de chaleur où sa température est ramenée à celle de la turbine. Cette technique efficace de réchauffement permet d'éviter le recours à une source extérieure d'énergie comme c'est le cas aujourd'hui (chauffage au gaz naturel).

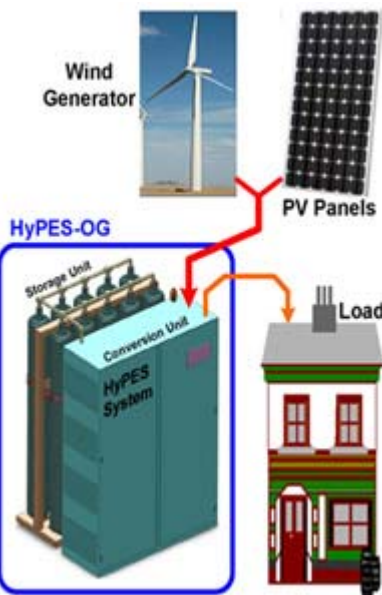
En Espagne, le centre de recherche aérospatial allemand (DLR) vient de mettre en service une turbine à gaz (TAG) d'un nouveau genre : délivrant une puissance de 250kW, cette TAG est intégrée à une centrale solaire à tour (CESA-1)

et fonctionne au biodiesel. Le principe de fonctionnement de cette installation hybride expérimentale est le suivant. Dans un premier temps, les rayons du soleil sont réfléchis par un champ de miroirs et dirigés vers 3 récepteurs montés sur la tour. Placés les uns derrière les autres, ces récepteurs assurent ensuite un chauffage graduel de l'air comprimé de la TAG jusqu'à une température de 800°C.

Si l'énergie solaire vient à manquer, le chauffage de l'air comprimé s'effectue par combustion de biodiesel. Ainsi, l'installation est capable de fournir de l'électricité en permanence, indépendamment de l'heure et des conditions météorologiques. Située sur la plateforme solaire d'Almería dans le sud de l'Espagne, l'installation test a été conçue en collaboration avec 11 partenaires internationaux dans le cadre du projet européen Solhyco.

On voit donc, à la lumière de ces remarquables avancées technologiques, que la question du stockage propre et efficace, qui constitue encore un obstacle majeur à l'utilisation généralisée et rentable des énergies renouvelables (énergie éolienne, solaire et biomasse principalement), est en train d'être surmontée grâce à ce binôme air comprimé-hydrogène qui devrait s'imposer définitivement d'ici 2020.

René Trégouët - Sénateur honoraire, fondateur du Groupe de Prospective du Sénat



Résidences d'automne aux Maisons Daura



Jusqu'au 20 novembre, David Costes (dessin et vidéo), Agnès Hardy (peinture) Mürüvvet Türkyilmaz (dessin et vidéo, avec Cultures France dans le cadre de la saison Turquie)

3 octobre, Concert au Bar à Trucs à Lherm.

Apache & Le Quincha
Concert au profit de Gaïa-Coop. 18h30.

10 et 11 octobre, Rencontres Éducation Populaire à Assier-Saint Simon.

Utopies et Pratiques. Ce week-end d'octobre, le centre du Monde sera sur ce bout de causses ! Débats, forums, projets, théâtre...

3 octobre, Forum citoyen de Montcléra

Oragnisé par l'association Le Cercle de Gindou. Notre avenir peut-il se décider sans nous ?

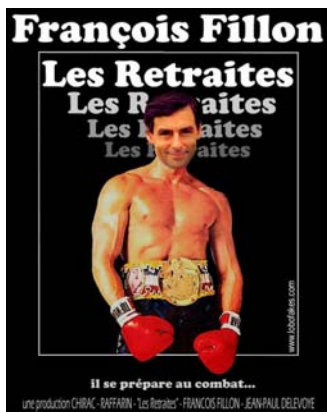
Projets, réflexions, participation. Repas organisé par Le Bar à Trucs.



27 septembre 2009.

Sarko autorise Fillon à Parler

Face à l'ampleur du déficit, François Fillon déclare la fin des niches fiscales et la réduction de 33 000 postes de fonctionnaires . Traduction :



en 2010 l'impôt sera roi, mais pas pour les riches puisque le bouclier fiscal est maintenu et la taxe professionnelle supprimée, les plus riches seront épargnés par ce coup de « matraque fiscale ». Le budget 2010 sera le plus inégalitaire depuis très longtemps et l'on va continuer à détruire méthodiquement les services publics.

24 septembre 2009. Fermeture de « la Jungle » à Calais

La police française a démantelé la "jungle" de Calais, cet endroit où se réfugiaient nombre de "sans papiers" qui ont fui la guerre dans leur pays, essentiellement des Afghans et des Irakiens.



Pour justifier l'intervention de la police contre les "sans-papiers", les autorités nous expliquent qu'elles luttent contre les passeurs qui exploitent ces réfugiés. Mais depuis quand demande-t-on aux victimes de payer pour les délinquants dont elles sont la proie?

28 septembre 2009. Die Linke, l'autre vainqueur du scrutin

Aux élections législatives en Allemagne, Die Linke, la gauche de la Gauche, a réalisé contre toute attente une percée impressionnante : avec près de 12% des voix il devrait obtenir 80 sièges. Sa campagne s'est faite sur des revendications sociales fortes : salaire horaire mini-

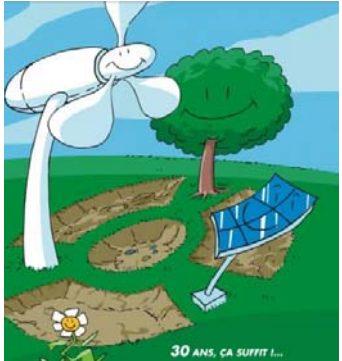


mum de 10 euros, baisse d'impôts pour les revenus les plus faibles, création d'un impôt pour les grosses fortunes et nationalisation

des banques.

29 septembre 2009. Rassemblement antinucléaire européen à Colmar

Les 3 et 4 octobre aura lieu un rassemblement pour le démantèlement de la centrale de Fessenheim à Colmar, à l'initiative du Réseau Sortir du Nucléaire et du Collectif régional "Fermons Fessenheim". Le préfet du Haut-Rhin se prépare à mettre Colmar dans un véritable



"état de guerre" le 3 octobre, prétextant de supposés "risques pour l'ordre public". Les cycles et les piétons seront interdits de circulation dans une grande partie de Colmar le 3 octobre ! Rappelons que cette centrale est arrivée en « fin de vie » suivant les normes de sécurité, qu'EDF prolonge son exploitation et que le seul véritable danger à Colmar, dont le Préfet se désintéresse hélas totalement, est pourtant causé par la centrale nucléaire de Fessenheim dont les manifestants demandent la fermeture. .



Le 27 septembre à Thégra, lors de la 5ème journée des associations du Parc, Gabriel Héral et Florent Estève de Oliveira deux jeunes « tagueurs » en herbe, sont venus créer la banderole du Lot en Action devant le public. Très remarqués, ils ont même décroché une commande avec la radio Décibel. . Pour les contacter : 06 88 34 57 76 (Gabriel)

Amateurs, au joli sens du mot , quelque soit votre âge, Le Lot en action vous ouvre ses pages.
 Vous composez des chansons, vous écrivez des poèmes, des nouvelles, des romans.
 Vous dessinez, vous peignez. Vous faites des photos d'art.
 Vous aimez jouer la comédie, vous tournez des films avec votre portable.
 Bref, vous êtes un créateur.

Le Lot en action vous propose d'être une vitrine de votre talent.

Envoyez vos œuvres, un comité d'appréciation proposera à la rédaction l'édition d'extraits de vos œuvres dans les éditions net et papier. Chaque année une fête « Lot en action » invitera les artistes repérés afin qu'ils exposent leurs œuvres ou se produisent sur scène.